



JOHN THYS/AFP/Getty Images

## L'UE prend des mesures concrètes en faveur d'une armée

Les dirigeants européens disent que l'Europe a besoin d'une union de défense pour qu'elle puisse être une «superpuissance».

- Richard Palmer
- [09/12/2016](#)

Les pays de l'Union européenne ont souvent parlé de travailler ensemble en ce qui concerne la défense. Beaucoup de politiciens pro-européens voulaient une certaine forme d'armée européenne. Mais en termes d'avoir des plans réels et pratiques, ils ont eu peu de succès—jusqu'à présent.

Le 14 novembre, les ministres de la défense et des affaires étrangères de l'UE se sont mis d'accord sur des mesures concrètes visant à renforcer la coopération militaire européenne.

Ce qu'ils ont décrit ne constituait pas un plan pour une armée de l'UE, mais des mesures spécifiques et concrètes conçues pour lancer l'Europe dans cette voie.

Le chef de la politique étrangère européenne Federica Mogherini a déclaré la semaine précédente que «nous ne pouvons réussir à assurer la sécurité de nos citoyens que si nous travaillons ensemble comme une véritable Union, *avec le plein potentiel d'une superpuissance*, dans le domaine de la sécurité et de la défense» (emphase ajoutée partout).

«C'est plus que seulement du blah, blah, blah », a déclaré un diplomate anonyme de l'UE, selon *leEU Observer* [Observateur de l'UE]. «Il y a un nouveau niveau d'ambition politique et un document avec des tâches concrètes et un calendrier détaillé pour la mise en œuvre.»

L'UE va maintenant créer un quartier général militaire limité. Il commandera des missions de formation et de logistique, mais les missions militaires seront toujours dirigées par les gouvernements nationaux. Le ministre italien des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni, a déclaré que «ce n'était pas encore un état-major européen»—mais il était destiné à en devenir un. Ils établiront également un Commandement médical européen.

Ce compromis résume les progrès réalisés par l'UE en novembre. Un quartier général militaire qui n'est pas autorisé à diriger des missions militaires est absurde, mais c'est tout ce que les pays de l'UE peuvent accepter pour le moment. Une fois opérationnel, ce ne serait qu'une petite affaire de l'autoriser à également diriger des missions militaires.

Les ministres ont également convenu que l'UE avait besoin de ses propres forces militaires conjointes qui pourraient être envoyées à des «situations de risque de sécurité élevée dans les régions entourant l'UE».

«Les groupes de combat de l'UE existent depuis 10 ans, mais n'ont jamais vu d'action, en partie, parce que les États participants n'ont jamais voulu payer la facture», a écrit le *EU Observer* [Observateur de l'UE]. Les ministres ont pris des mesures importantes pour changer cela.

Dans le cadre du nouveau plan, ces groupes seront financés par le budget de l'UE. Les ministres ont également convenu que les pays de l'UE ne devraient pas être pénalisés aussi fermement si des dépenses de défense supplémentaires les endettent. Une fois mis en œuvre, les groupes de combat attireraient d'autres nations pour aider à payer pour les missions

militaires.

L'accord ouvre également la voie à une plus grande coopération de l'UE sur le développement d'armes, comme les drones de combat.

«J'étais toujours pour une Europe opérationnelle de la défense, non pas une Europe déclarative; nous sommes maintenant une Europe opérationnelle de la défense,» a déclaré le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

Les ministres ont également convenu d'examiner l'utilisation de la «coopération structurée permanente». Ceci est une clause dans les traités de l'UE qui permet à un petit groupe de pays à aller de l'avant avec un projet, sans le reste de l'Union. Jusqu'à présent, il n'a été utilisé que dans des domaines relativement mineurs, comme la simplification des procédures de divorce ou le droit des brevets. Si l'UE va de l'avant avec cela, ce sera une étape importante à une soi-disante Europe «à deux vitesses», où un petit groupe de nations se déplace rapidement pour devenir un super-État, laissant les autres derrière.

Dans l'intervalle, les plans que les dirigeants de l'UE poursuivent n'ont rencontré que peu d'opposition. «Même Londres, après des années de s'opposer à tout plan visant à renforcer la défense de l'UE par crainte d'affaiblir l'OTAN, a déclaré qu'elle ne s'opposait pas au plan», a noté **Politico**.

«Les décisions prises par les ministres de la défense de l'UE lors de leur réunion qui a pris fin hier répondent largement aux demandes de coopération militaire renforcée de l'UE que Berlin, pendant des années, a fait pression, surtout depuis l'été dernier», a écrit German-Foreign-Policy.com. Il a conclu l'article en notant:

Mogherini et [le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jean] Asselborn reprennent les indices qui avaient été ouvertement discutés dans les groupes de réflexions allemands il y a plus de dix ans. La lutte pour mettre en œuvre le concept d'une «superpuissance de l'UE», jusqu'à présent, a été entravée par les nombreuses contradictions internes au sein de l'alliance. Ce processus pourrait maintenant entrer dans sa phase décisive.

Pendant ce temps, le président élu des États-Unis, Donald Trump, plane de façon menaçante, sur tout ce que font les dirigeants de l'UE. Cette réunion et ses conclusions ont été planifiées *avant* les élections américaines. Maintenant que M. Trump a été élu, l'engagement de l'Amérique pour la défense de l'Europe a été remis en question.

La ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen a été l'une des voix les plus fortes appelant l'Europe et l'Allemagne de faire plus, maintenant que M. Trump se dirige vers la Maison Blanche. «L'Europe doit se préparer au fait qu'elle doit se pourvoir à elle-même», a-t-elle déclaré, soulignant que cela impliquerait de dépenser plus d'argent pour la défense.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a également renouvelé les appels à la création d'une armée séparée pour le continent européen quelques heures après l'élection de Donald Trump.

Ceci est l'un des principaux événements que la *Trompette* observe depuis quelques décennies. En 1978, Herbert W. Armstrong a écrit:

Les Européens sont beaucoup plus inquiets de leur sécurité en s'appuyant sur le pouvoir militaire des États-Unis pour les protéger que les Américains se rendent compte! Les États-Unis ne sont *pas* aimés en Europe. La confiance des Européens dans la protection des États-Unis contre leur voisin communiste a diminué et diminué.

LES EUROPÉENS VEULENT LEUR PROPRE FORCE MILITAIRE! Ils savent qu'une union politique de l'Europe produirait une TROISIÈME PUISSANCE MONDIALE, aussi forte que les États-Unis ou l'URSS—*peut-être plus forte!*

Les dirigeants européens aujourd'hui utilisent ce langage exact. «Trump sait que l'UE a l'argent, la technologie et le savoir-faire pour être une puissance mondiale égale aux États-Unis, et ce n'est pas son problème que l'Europe manque de volonté politique pour exploiter tout son potentiel», a écrit Guy Verhofstadt, le chef du groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe au Parlement européen. «Nous, les Européens, avons supposé trop longtemps qu'il est moins coûteux et plus sûr de laisser les États-Unis résoudre nos problèmes, même dans notre propre arrière-cour. Avec l'élection de Trump (et étant donné l'héritage de la politique étrangère douteuse de l'Amérique), nous devons rejeter cette croyance.

Pour en savoir plus sur ce qui s'en vient et comment Herbert W. Armstrong a pu faire cette prédiction, lisez notre article «L'Europe est-elle enfin prête pour une armée?» ■